



DE GAMACHES A SAINT-GILLES : LA BASE DE L'UMP TENTEE PAR DES ACCORDS AVEC LE FN

Déjà publiés

» N°85 : Les Français et la politique de défense

» N°84 : Les Français et l'amnistie sociale

» N°83 : Le Rolling : un instrument novateur pendant la campagne présidentielle de 2012

» N°82 : L'effet caché de l'affaire Cahuzac dans l'opinion

» N°81 : Libye : La menace islamiste a survécu à la « Révolution de Jasmin »

» N°80 : Les éléments d'analyses sur l'échec du référendum alsacien

» N°79 : François Hollande et les catholiques

» N°78 : Législative partielle dans la 2nde circonscription de l'Oise : un « front républicain » de moins en moins étanche

» N°77 : L'électorat des chasseurs : quand les fusils se rendent aux urnes

» N°76 : Benoît XVI : un bilan globalement positif pour les catholiques français

» N°75 : le développement de la formation professionnelle, un enjeu clé pour dynamiser l'emploi

» N°74 : La perception par les Français des mesures du gouvernement en faveur de la compétitivité

» N°73 : Quels enseignements tirer de la géographie des votes aux élections internes de l'UMP ?

» Si le candidat UMP est arrivé en tête lors du premier tour de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot, les résultats de ce scrutin ont relancé à droite le débat sur l'attitude à avoir face au Front National. Différents leaders de l'UMP ont ainsi salué les appels au « front républicain » du PS et Dominique Bussereau a déclaré que « le PS devait clairement soutenir notre candidat et nous devrions faire de même si le cas se présentait ». Mais on apprenait dans le même temps, qu'après l'exclusion d'un militant UMP de Gamaches dans la Somme, c'était au tour d'Olivier Lapierre, ancien maire de Saint-Gilles et conseiller général UMP du Gard, d'être exclu pour avoir proposé son soutien à Gilbert Collard dans le cas où celui-ci se porterait candidat aux municipales dans cette commune.

Il semble donc qu'au moins dans certains territoires la pression de la base de l'UMP soit très forte pour faire alliance avec le FN lors des prochaines municipales et que les dirigeants nationaux du parti doivent se préparer à faire face à de nombreuses initiatives similaires dans les prochains mois. D'après une enquête réalisée au mois de mai par l'Ifop, ce sont pas moins de 47 % des sympathisants UMP qui souhaitent qu'aux élections locales, l'UMP et le FN passent des accords électoraux. Cette proportion est très élevée car on rappellera à titre de comparaison qu'en mars 1998, seuls 36 % des proches du RPR et de l'UDF avaient approuvé l'élection de quatre présidents de conseils régionaux de droite avec les voix du FN. Cette proportion était ensuite restée stable de longues années durant et en octobre 2010, il n'y avait encore que 32 % des sympathisants UMP à être favorables à des accords locaux.

Le souhait d'accords électoraux UMP-FN locaux dans l'électorat UMP

	Mars 1998 – approbation de l'élection de présidents de région avec les voix du FN	Octobre 2010	Mai 2012 – second tour de l'élection présidentielle	Juin 2012	Novembre 2012	Mai 2013
Oui	36	32	54	48	44	47
Non	53	68	46	52	56	53
NSP	11	-	-	-	-	-

Comme on le peut le voir dans le tableau ci-dessus, l'élection présidentielle a constitué un tournant en la matière puisque lors du second tour, une majorité absolue, 54 %, des soutiens de l'UMP était en faveur de tels accords. Si ce niveau s'est un peu tassé depuis, toutes nos enquêtes indiquent néanmoins que désormais près d'un électeur UMP sur deux est en demande d'accords locaux. Comment expliquer cette progression très sensible et rapide alors que pendant près de dix ans, les lignes n'avaient quasiment pas bougé à droite sur cette question ?

Un premier élément de réponse tient dans le fait que l'image du FN a évolué ces dernières années tant dans l'opinion qu'auprès des sympathisants UMP. L'arrivée à la tête du parti de Marine Le Pen, en lieu et place de son père, a permis le développement d'une stratégie de dédramatisation qui a porté ses fruits. Ainsi en octobre 2010, date à laquelle rappelons le seuls 32 % des électeurs de l'UMP se disaient favorables à des accords, la cote d'image de Marine le Pen se situait à 29 % dans le grand public et 30 % dans l'électorat UMP¹. Elle atteint aujourd'hui 40 % dans le grand public et 48 % parmi les sympathisants UMP, chez qui la progression a été la plus sensible (18 points de gagnés contre 11 points dans l'ensemble de la population). Dans l'électorat de droite, la progression du souhait d'accords électoraux a été corrélée à la progression de l'image de Marine Le Pen.

¹ Tableau de bord politique Ifop / Paris-Match.

Un second élément vient s'ajouter au précédent et s'est produit à la même période (entre 2011 et 2012). Il s'agit du durcissement du discours tenu par les dirigeants de l'UMP sur les questions de sécurité, d'immigration, d'identité et d'assistanat, durcissement s'accompagnant (selon la dialectique de la poule et de l'œuf...) d'une droitisisation des sympathisants de l'UMP sur une série de sujets. Ce déplacement du centre de gravité idéologique de l'électorat UMP intervenu au cours des deux ou trois dernières années a lui aussi contribué à rendre plus acceptable et souhaitable des alliances locales avec un FN dont l'image s'est parallèlement policée et dont on partage assez les constats sur différentes questions.

Enfin, la prise en compte de la réalité électorale et l'intégration par les électeurs UMP de la dynamique frontiste a constitué le troisième élément venant alimenter la demande d'alliances locales. Alors que le FN apparaissait comme moribond dans les années qui ont suivi l'élection présidentielle de 2007, les élections régionales de 2010, avec la présence au second tour de listes frontistes dans 12 régions, ont constitué un premier signal du retour du FN dans le jeu électoral. Cette tendance sera confirmée l'année suivante lors des cantonales (avec plus de 400 candidats présents au second tour) et bien entendu lors de la présidentielle et des législatives en 2012. Avec un FN oscillant entre 16 et 20 % des voix, la donne électorale changeait profondément et il est apparu aux yeux des électeurs de l'UMP que sans alliance, leur parti serait de plus en plus dans l'incapacité de l'emporter.

Il est d'ailleurs intéressant de constater comme le montre le tableau ci-dessous que c'est dans les régions où le vote FN est élevé que le souhait d'alliance des sympathisants de l'UMP est le plus fort : 50 % contre 44 % dans les régions moins frontistes de l'Ouest.

L'évolution du souhait d'accords locaux avec le FN dans l'électorat UMP

	2010	2013	Evolution
Ensemble des sympathisants UMP	32	47	+15
Homme	33	51	+18
Femme	30	44	+14
-35 ans	36	55	+19
35-49 ans	29	48	+19
50-64 ans	27	49	+22
65 ans et+	34	37	+3
CSP+	29	43	+14
Intermédiaire	26	45	+19
CSP-	32	59	+27
Communes rurales	37	56	+19
Agglomération urbaines de province	30	43	+13
Agglomération parisienne	30	48	+18
Régions à faible vote FN	28	44	+16
Régions à fort vote FN	37	50	+13

Si des différences géographiques se font jour, on constate que le positionnement sur la question des alliances locales est structuré par d'autres lignes de clivages bien plus marqués. On constate ainsi que le souhait d'accords est très majoritaire parmi les franges populaires de l'électorat UMP (59 %) alors qu'il est encore minoritaire (mais de peu) parmi les CSP+ (43 %) et les professions intermédiaires (45 %). De la même façon, si l'approbation d'accords demeure largement minoritaire dans l'électorat le plus âgé (37 % parmi les 65 ans et plus) elle est nettement plus répandue dans les générations les plus jeunes : 48 % chez les 35-49 ans et 55 % parmi les moins de 35 ans.

Par rapport à 2010, au sein de l'électorat UMP, c'est d'abord et avant tout dans les jeunes générations et la « France active » que le souhait d'alliance a progressé (d'environ 20 points) quand il n'évoluait quasiment parmi les seniors (+ 3 points seulement). Ce mouvement très différencié selon les tranches d'âge renvoie pour partie au rôle joué par la modification de l'image du FN orchestrée par Marine Le Pen. Cette stratégie aurait produit ses meilleurs effets dans les générations les plus jeunes quand les plus âgés y étaient moins sensibles, ces derniers restant davantage l'image du FN façonnée pendant près de 25 ans par Jean-Marie Le Pen. De la même façon, on constate que c'est également dans « l'UMP d'en bas » (ouvriers et employés) que le souhait d'accords électoraux avec le FN a le plus gagné du terrain en trois ans : + 27 points contre + 14 points « seulement » parmi les sympathisants UMP appartenant aux CSP+. Ceci semble traduire une proximité plus forte aux idées du FN de la base populaire de l'UMP, cela montre également, qu'à quelques mois des élections municipales, la ligne de fermeté face au FN sans cesse rappelée par l'état-major de l'UMP est de moins en moins compréhensible et acceptée par ses électeurs les plus modestes et les moins âgés.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com